

Curriculum vitae

Nicolas Pauthe

Né le 25/01/1986 à Bayonne (64)

Nationalité française



Maître de conférences en droit public, Université Picardie Jules Verne, Amiens

Docteur en droit public, Université de Bordeaux

Membre du CURAPP-ESS UMR 7319 (Université Picardie Jules Verne, Amiens) ([lien](#))

Membre associé du C.E.R.C.C.L.E. EA 7436 (Université de Bordeaux) ([lien](#))

Membre du Centre Lascaux sur les Transitions (CELT) ([lien](#))

Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel (A.F.D.C.) ([lien](#))

Membre de la Société Française de Droit de l'Environnement (S.F.D.E. - section Aquitaine) ([lien](#))

Membre du comité de lecture de la [Revue Crise et société](#) depuis 2021.

Profil LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/nicolas-pauthe-19316b91/>

Compte Twitter : <https://twitter.com/NPauthe>

Page univ-droit : <https://univ-droit.fr/universitaires/37223-nicolas-pauthe>

Maîtrise des programmes informatiques : Office ; Photoshop

Utilisation des plate-formes pédagogiques : Moodle ; Microsoft Teams ; Zoom

CURSUS UNIVERSITAIRE

Doctorat en droit public (2010-2017).

Titre de la thèse : « **L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole** »

Soutenue le 5 mai 2017 à Bordeaux devant un jury composé de :

M. Pierre Bon, Professeur émérite à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, président

M. Luis-Maria Diez-Picazo, Professeur, en détachement au Tribunal suprême, Président de la chambre de contentieux administratif, rapporteur

M. Olivier Lecucq, Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, rapporteur

Mme Marie-Claire Ponthoreau, Professeur à l'Université de Bordeaux, directrice de recherche

M. David Szymczak, Professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, suffragant

(Depuis un arrêté du 26 avril 2016, le jury de doctorat ne délivre plus de mention)

Master II Recherche en droit public fondamental (2009-2010). Mention Assez Bien. Université de Bordeaux

Titre du mémoire de recherche : « L'interprétation présidentielle de la Constitution. L'apport de la présidence Sarkozy ». Sous la direction de Madame le Professeur Marie-Claire Ponthoreau.

Master I droit public et Certificat d'études européennes (2008-2009). Université M. Bordeaux IV.

Titre du mémoire : « Quotas d'immigration et "immigration subie": une lutte à armes légales ? ». Sous la direction de Madame le Professeur Marie Gautier.

Licence de droit (2005-2008). Mention Assez bien. Univ. de Pau et des Pays de l'Adour, faculté de Bayonne.

Baccalauréat scientifique (2005). Mention Assez bien. Lycée Largenté, Bayonne.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

● ENSEIGNEMENT CLINIQUE

2020 : Clinique des droits de Clermont-Ferrand (droit des étrangers) dirigée par M. le Professeur C.-A. Dubreuil

● COURS MAGISTRAUX

2024-2025 : Maître de conférences en droit public, Université Picardie Jules Verne, Amiens

Droit public des affaires, 24h, M2 / Procédure administrative, 24h, L2 / Droit administratif approfondi, 24h, L3

2023-2024 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), Le Mans Université

Droit matériel de l'Union européenne, 10 h, L3 (+ coordination avec équipe de chargés de travaux dirigés)

Méthodologie appliquée, 10 h, préparation aux concours administratifs

2022-2023 : Enseignant-chercheur contractuel (post-doct.), U.P.P.A., fac. de droit de Bayonne

Droit des libertés fondamentales, 30 h, L3 (+ coordination avec équipe de chargés de travaux dirigés)

2021-2022 : Enseignant-chercheur contractuel (post-doct.), U.P.P.A., fac. de droit de Bayonne

Droit constitutionnel européen, 10 h, M2

Préparation à l'exercice de la note de synthèse, 15 h, préparation aux concours administratifs et I.E.J., M2

Droit comparé des organisations politiques, administratives et territoriales, 20 h, M1

2020-2021 : -semestre 2 : Enseignant-chercheur contractuel (post-doct.), U.P.P.A., fac. de droit de Bayonne

Droit comparé des organisations politiques, administratives et territoriales, 20 h, M1

-semestre 1 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), Univ. Clermont-Auvergne : 96 H.E.T.D.

Finances et fiscalité publiques, préparation aux concours administratifs, catégorie A (20 h) + catégorie B (20 h)

Régimes constitutionnels étrangers, 24 h, L1 en droit et L1 PASS

2019-2020 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), Université de Clermont-Auvergne : 125 H.E.T.D.

Droit et pratique des services publics, 24 h, M2 (affaires des coll. publiques ; secteur sanitaire et social)

Droit de la fonction publique, 24 h, M1 (carrières publiques ; secteur sanitaire et social)

Droit administratif général et spécial, 24 h : préparation aux concours administratifs et I.E.J.

Organisation des autorités publiques sous la V^e Rép., 12 h : préparation aux concours administratifs et prépa E.N.M.

2018-2019 : Enseignant-chercheur contractuel, 60 heures, Institut Catholique de Rennes :

Institutions administratives, 24 h et Droit constitutionnel, 36 h, L1 en droit (+ coordination avec chargés de T.D.)

● TRAVAUX DIRIGES

2024-2025 : Maître de conférence en droit public, Université Picardie Jules Verne, Amiens

Droit international public, L3, 2 gpes, pour Mme Affef Ben Mansour

2023-2024 : semestre 2 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), 96 H.E.T.D., Le Mans Université :

Droit constitutionnel, L1, 5 gpes, pour Mme et M. les prof. M. Heitzmann-Patin (Laval) et O. Michalis (Le Mans)

Droit administratif, L2 en droit, 2 groupes, pour M. le Professeur Fabien Bottini (coordinateur des chargés de T.D.)

2018-2019 : Enseignant-chercheur contractuel (Univ. Rennes 1, sem. 1 ; Institut Catholique de Rennes, sem. 2)

Droit constitutionnel, L1 en droit, 9 groupes, pour Mme le Professeur A.-M. Le Pourhiet (sem. 1, Univ. Rennes 1)

Droit administratif des biens, L3 en droit, 3 groupes, pour Mme S. Carpi-Petit (sem. 2, Institut Catholique de Rennes)

2017-2018 : Enseignant-chercheur contractuel (L.R.U.), 288 H.E.T.D., Université de Rennes 1 :

Droit administratif, L2 en droit, 3 gpes, pour MM. les prof. J. Petit (sem. 1) et G. Eveillard (sem. 2)

Droit constitutionnel, L1 en droit, 6 groupes, pour M. le Professeur J.-E. Gicquel

Libertés fondamentales, L3 en droit, 3 groupes, pour M. le Professeur J. Petit (sem. 2)

2016-2017 : L.R.U. doctorant, 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :

Libertés fondamentales, L3 en droit, 4 groupes, pour M. le Professeur J.-F. Brisson (Bordeaux)

Contentieux administratif, L3 en LAP, 2 groupes, pour Mme le Professeur A. Rouyère (Bordeaux)

Droit constitutionnel, L1 en AES, 3 groupes, pour Mme B. Vincent (Périgueux)

2014-2016 : L.R.U. doctorant, 64 H.E.T.D., Université de Bordeaux :

Droit administratif, L2, 2 gpes, pour MM. les prof. P. Combeau et J.-F. Brisson (2014-15), et S. Saunier (2015-16)

2012-2014 : A.T.E.R., 96 H.E.T.D., Université de Bordeaux :

Droit administratif, L2 en droit, 3 groupes, pour MM. les prof. P. Combeau et O. Dubos

Droit constitutionnel, L1 en droit, 3 groupes, pour Mme et M. les prof. F. Hourquebie et M.-C. Ponthoreau

2010-2012 : A.T.V., Univ. de Bordeaux : Droit constit., L1, 3 gpes, pour Mme et M. les prof. A. Fall et M.-C. Ponthoreau

Articles publiés dans des revues spécialisées

- 10) « Constitutionnaliser le droit à l'alimentation : les enseignements des expériences étrangères », à paraître à la *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2024, 18 p.
- 9) « La prise en compte des savoirs autochtones dans l'appréhension juridique des communs environnementaux. Comparaison des systèmes équatorien et bolivien », *Revue Juridique de l'Environnement (R.J.E.)*, 2022, pp. 203-210. ([lien](#))
- 8) « Modifier l'article 1^{er} de la Constitution : une fausse bonne idée pour la cause environnementale ? », *Actualité Juridique de Droit Administratif (A.J.D.A.)*, 20-2021, pp. 1140-1146. ([lien](#))
- 7) « L'initiative populaire des lois en Espagne : état des lieux critiques », *Revue du Droit Public et de la Science Politique (R.D.P.)*, (Lextenso), 2021-2, pp. 339-366. ([lien](#))
- 6) « Étude des incidences possibles de l'*European Cross-Border Mechanism* sur la coopération transfrontalière franco-espagnole », 2020, *Politeia*, n°37, 25 p. ([lien](#))
- 5) « Intérêt général et *street art* : une relation juridique à repenser », 2019-5, *Entertainment and Law*, Bruylant, pp. 283-298. ([lien](#)) ([lien HAL](#))
- 4) « L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole : les difficultés de rédaction d'une thèse de droit comparé », *Revue Générale du Droit*, 2019. ([lien](#))
- 3) « Le renforcement du Parlement par la révision constitutionnelle de 2008 : un bilan mitigé après dix ans d'application », *Politeia*, 2018, n°33, pp. 43-67. ([lien](#))
- 2) « Les récentes évolutions de la protection fonctionnelle du fonctionnaire », *Revue Française d'Administration Publique (R.F.A.P.)*, 2018, n°166, pp. 371-385. ([lien](#))
- 1) « La liberté de la presse et des médias en Russie », écrit avec Mme Maria Zakharova, *Droit et société*, (Lextenso), 3/2016, pp. 437-452. ([lien](#))

Chapitres d'ouvrages

- 7) « Propos conclusif. Mouvements révolutionnaires et droit constitutionnel : apports d'une réflexion collective et pluridisciplinaire », in L. MEGAHED et N. PAUTHE (dir.), *Mouvements révolutionnaires et droit constitutionnel*, I.F.J.D., 2023, pp. 463-488. ([lien](#))
- 6) « L'*European Cross-Border Mechanism* », in G. BACHOUÉ-PEDROUZO et R. COLAVITTI (dir.), *La gouvernance transfrontalière*, 2022, Bruylant, pp. 159-173. ([lien](#))
- 5) « Un référendum sur le nucléaire civil est-il possible en France ? Éclairages à l'appui des droits étrangers », in N. PAUTHE (dir.), *Le droit public interne face aux spécificités du nucléaire civil*, 2022, Clermont-Ferrand, Éditions du C.M.H. (diffusées par L.G.D.J.), pp. 43-61. ([lien](#))
- 4) « Le droit de préemption des biens culturels », juin 2021, in Inst. Art et Droit (dir.), *Liber amicorum, en l'honneur de Duret-Robert, Marché de l'art et du droit : originalité et diversité*, Cosmogone, pp. 241-249. ([lien](#))
- 3) « L'influence européenne sur la gestion française des déchets radioactifs et du combustible usé » à paraître dans un ouvrage collectif, colloque du 26 septembre 2019, (A.F.E.E., S.F.D.E.) : « L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI^e siècle », sous la dir. de Mme et M. les prof. Francette Fines et Hubert Delzangles, 15 p.
- 2) « Le filtrage des Q.P.C. par les juridictions civiles d'appel dans les affaires impliquant des personnes en situation de vulnérabilité », in C. SEVERINO et H. ALCARAZ (dir.), *Systèmes de contrôle de constitutionnalité par voie incidente et protection des personnes en situation de vulnérabilité, Approche de droit comparé*, 2021, Confluence des droits, pp. 507-524. ([lien](#))
- 1) « Le Collège des sages au Burkina Faso », écrit avec Mme Pauline Gervier et M. Daniel Lopes, in NICOLAU (G.) et HOURQUEBIE (F.) (dir.), *Cultures juridiques en quête de dialogue*, Paris, Karthala, Cahiers d'anthropologie du droit, 2014, pp. 225-238. ([lien](#))

Articles publiés en ligne

- 2) « Une modélisation du contrôle de constitutionnalité des lois à partir du critère de l'interprétation conforme des lois à la Constitution », Site internet du X^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 2017, Lille, ([lien](#))
- 1) « Pour un renforcement du paradoxe entre majorité parlementaire et opposition », Site internet du IX^e Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, 2014, Lyon.

Rapports

- 4) **Droit international** : Participation à la rédaction d'un Livre blanc sur l'évolution du droit international en matière d'agriculture et d'alimentation, à l'occasion des 150 ans de l'Asso. de droit international, 65 p., 2022. ([lien](#))
- 3) **Droit constitutionnel** : Corédaction d'un rapport proposant de mieux encadrer juridiquement la période de transition présidentielle en France, Fondation Jean Jaurès, à paraître, 100 p. (rédaction du chapitre dédié aux expériences étrangères : Argentine, Équateur, États-Unis, Mexique)
- 2) **Droit constitutionnel** : Rédaction d'un rapport terminal visant à présenter l'utilisation de la question prioritaire de constitutionnalité par les personnes en situation de vulnérabilité devant les juridictions civiles d'appel sur la période de 2010 à 2019, dans le cadre d'un projet de recherche collective sur l'utilisation des questions de constitutionnalité par les personnes en situation de vulnérabilité, 2019, 20 p. ([lien](#))
- 1) **Droit constitutionnel** : Corédaction d'un rapport visant à présenter l'avancée des recherches sur le recours à la pluralité juridique par le Collège des sages au Burkina Faso, 2013, 20 p. ([lien](#))

Tribunes

- 6) « Constitutionnaliser le droit à l'alimentation : pour quoi faire ? », 2024, *The conversation*, ([lien](#)).
- 5) « Dans les mers, des tonnes de déchets radioactifs laissés à l'abandon », 2024, *The conversation*, ([lien](#)).
- 4) « L'initiative populaire des lois en Espagne: une source d'inspiration pour la France ? », *The conversation*, 12 avril 2023, ([lien](#)), *Journal du dimanche* ([lien](#)).
- 3) « Au Conseil constitutionnel, les anciens présidents de la République pourraient-ils être les remparts des droits et libertés ? », *The conversation*, 16 janvier 2023. ([lien](#))
- 2) « Crise énergétique et risque environnemental : à quand un référendum sur le nucléaire en France ? », *Libération*, 19 septembre 2022. ([lien](#))
- 1) « Plaidoyer pour la préemption des biens culturels », *Gazette Drouot*, 9-2022, pp. 2-3. ([lien](#))

Notes de jurisprudence

- 3) « Un délai de sept ans pour contester une décision individuelle, est-ce bien raisonnable ? Commentaire de la décision rendue par la CAA de Lyon le 15 octobre 2020 », *Ahyoda* (association lyonnaise de droit administratif), 2021. ([lien](#))
- 2) « Vers une adaptation du droit de l'environnement aux nouvelles techniques de mutagenèse. Commentaire de la décision du Conseil d'État du 7 février 2020, Confédération paysanne n°388649 », *Actu. Juridique de Droit Administratif (A.J.D.A.)*, chro. jurisp. de droit de l'env., 2020-34, pp. 1972-1978. ([lien](#))
- 1) « Le contrôle des procédures applicables en matière d'installations nucléaires de base. Commentaire des décisions du Conseil d'État du 11 avril 2019 et du 17 juin 2019 », *Actualité Juridique de Droit Administratif (A.J.D.A.)*, chronique jurisprudentielle de droit de l'environnement, 2020-8, pp. 471-477. ([lien](#))

INTERVENTIONS ORALES

Participation à des colloques

- 11) « Les déchets radioactifs immergés en mer », colloque « L'eau et le nucléaire, une approche juridique et sociopolitique », organisé par MM. Thomas Schellenberger et Teva Meyer, Univ. de Colmar, 24 nov. 2023. ([lien](#))
- 10) « L'actualité doctrinale du droit nucléaire », webinaire du 20 oct. 2023, organisé par Mme Sylvie Salles, ([lien](#)).
- 9) « La prise en compte des savoirs autochtones dans l'appréhension juridique des communs environnementaux. Comparaison des systèmes équatorien et bolivien », colloque annuel de la S.F.D.E., Les communs

en droit de l'environnement, Bordeaux, 29-30 octobre 2021. ([lien](#))

- 8) « Le mécanisme E.C.B.M. proposé par la Commission européenne. Analyse critique », colloque international des 3 et 4 juin 2021 : « La gouvernance transfrontalière : vers un mode de pilotage intégré du territoire transfrontalier ? », U.P.P.A., sous la dir. de Mme Géraldine Bachoué Pedrouzo et M. Romélien Colavitti. ([lien](#))
- 7) « Les théories par lesquelles la révolution est discutée. L'exemple de la révolution espagnole de 1936 », colloque du 17 mars 2021 : « Mouvements révolutionnaires et droit constitutionnel », Univ. de Bordeaux, sous la dir. de Mme Lina Megahed et M. Nicolas Pauthe. ([lien](#))
- 6) « Un référendum sur le nucléaire civil est-il possible en France ? », colloque du 10 février 2021 : « Le droit constitutionnel face aux spécificités du nucléaire civil », Univ. de Bordeaux, sous la dir. de M. Nicolas Pauthe. ([lien](#))
- 5) « La théorie cercliste de l'interprétation constitutionnelle », webinaire international du 12 janvier 2021 : « The Global Summit », Univ. du Texas (États-Unis), sous le dir. de M. le Prof. Richard Albert. ([lien](#))
- 4) « L'influence européenne sur la gestion française des déchets radioactifs », colloque du 26 septembre 2019 : « L'intégration nationale du droit européen de l'environnement au XXI^e siècle », Univ. de La Rochelle, sous la dir. de Mme et M. les prof. Francette Fines et Hubert Delzangles. ([lien](#))
- 3) « Le filtrage des questions de constitutionnalité par les juridictions civiles d'appel dans les affaires impliquant des personnes en situation de vulnérabilité », colloque du 8 novembre 2019, Univ. de Toulon, sous la dir. de Mme et M. les prof. Caterina Severino et Hubert Alcaraz. ([lien](#))
- 2) « L'interprétation conforme des lois à la Constitution. Étude franco-espagnole : les difficultés de rédaction d'une thèse de droit comparé », colloque du 12 avril 2019 : « L'actualité des thèses en droit public comparé », Univ. Paris VIII, sous la dir. de MM. les prof. Maxime Tourbe et Denis Jouve. ([lien](#))
- 1) « Une modélisation du contrôle de constitutionnalité des lois à partir du critère de l'interprétation conforme des lois à la Constitution. Construction par la comparaison franco-espagnole », 2017, Univ. Lille, X^e Congrès de l'A.F.D.C. ([lien](#))

Participation à des workshops

- 3) Workshop, Bayonne, dans le cadre du programme du Centre Lascaux sur les Transitions, 2022. ([lien](#))
- 2) Workshop, Toulon, dans le cadre du projet « QPC 2020 » chapeauté par le Conseil constitutionnel, le 16 octobre 2018. Thème de l'intervention : « L'utilisation de la Q.P.C. par les cours d'appel civiles profite-t-elle aux personnes en situation de vulnérabilité ? ».
- 1) Workshop, Bordeaux, droits coutumiers, dans le cadre du projet relatif à le 16 novembre 2014. Thème de l'intervention : « L'utilisation de la pluralité juridique par le Collège des sages au Burkina Faso ».

DIRECTION D'OUVRAGES

- 2) L. MEGAHED et N. PAUTHE (dir.), *Mouvements révolutionnaires et droit constitutionnel*, Bayonne, I.F.J.D., diffusion L.G.D.J., 2023, 504 p. ([lien](#))
- 1) N. PAUTHE (dir.), *Le droit public face aux spécificités du nucléaire civil*, Clermont-Ferrand, Éditions du C.M.H., diffusion L.G.D.J., 2022, 222 p. ([lien](#))

ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Direction scientifique et organisation de colloques

- 3) **Mouvements révolutionnaires et droit constitutionnel**, organisé avec Mme Lina Megahed, et avec l'appui du C.E.R.C.C.L.E. EA 7436, à l'Univ. de Bordeaux, le 17 mars 2021. Avec le soutien de la Fond. Anthony Mainguené, de l'Institut de Recherche Montesquieu, de la région Nouvelle-Aquitaine, du département DETS de l'Univ. de Bordeaux et avec le label de l'Association Française de Droit Constitutionnel ([lien](#))
- 2) **Le droit administratif face aux spécificités du nucléaire civil**, organisé avec l'appui du C.M.H. EA 4232, à l'Université de Clermont Auvergne, le 3 mars 2021. ([lien](#))
- 1) **Le droit constitutionnel face aux spécificités du nucléaire civil**, organisé avec l'appui du C.E.R.C.C.L.E. EA 7436, à l'Université de Bordeaux, le 10 février 2021. ([lien](#))

Workshops

Participation à l'organisation des ateliers de travail du Centre Lascaux sur les Transitions, des 22 et 23 septembre 2022, Campus de la Nive, Bayonne ([lien](#))

Atelier 1. Politiques foncières innovantes

Atelier 2. Politiques agricoles et alimentaires innovantes

Universités d'été

Sept. 2021. Univ. de Bordeaux et U.P.P.A. : organisation des ateliers doctoraux du 13 sept. 2021 : ([lien](#))

Atelier 1. Débat parlementaire fictif : la participation des citoyens aux décisions relatives à l'érosion côtière

Atelier 2. Procès fictif : le dérèglement climatique et les gaz à effet de serre

PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHES COLLECTIVES

Projets collectifs :

projet 5 : 2021-2023 : Construire demain. 150 ans de l'ADI/ILA (Association de droit international/International Law Association) ([site du projet](#))

Coordinateurs du projet : Mme Catherine Kessedjian, Présidente d'honneur de l'ADI/ILA et présidente du comité d'organisation 2023, Professeure émérite en droit privé à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas ; et M. Franck Latty, Président de la branche française de l'ADI/ILA, Professeur de droit public à l'Université Paris Nanterre.

Coordinateur du COPIL du Livre blanc « agriculture et alimentation » : M. Fabrice Riem (U.P.P.A.)

-Assistant de M. Fabrice Riem, coordinateur du COPIL ([lien](#))

-Auditions de personnalités spécialisées dans les questions d'agriculture et d'alimentation (Amérique latine et Europe not.)

-Participation à la rédaction du Livre blanc consacré aux questions d'agriculture et d'alimentation pour l'horizon 2050

Principales échéances :

-Publication des Livres blancs, 2022

-Webinaires organisés courant 2023 à partir des idées innovantes mises en exergue dans les Livres blancs

-Colloque international de restitution organisé en juin 2023 à Paris

projet 4 : 2021-2023 : Programme pluridisciplinaire Lascaux sur les transitions, visant à penser une « loi d'ajustement des ressources naturelles et des besoins socio-économiques ». ([site du projet](#))

Coordinateur du projet : M. Fabrice Riem, Professeur de droit privé à la fac. de droit de Bayonne (U.P.P.A.)

Quelques échéances prévues dans le cadre du CELT pour l'année 2021 :

-Séminaire CELT-UMAU du 23 février 2021 : <https://lascaux.hypotheses.org/2167>

-Journée d'études interdisciplinaire du 2 juin 2021 : <https://lascaux.hypotheses.org/2540>

-Workshops des 22 et 23 septembre 2022 : <https://lascaux.hypotheses.org/2754>

-Plusieurs partenariats noués notamment avec l'UMAU, l'Institut Michel Serres de l'ENS de Lyon ([lien](#))

Responsabilités personnelles :

-Organisation d'une journée d'études lors des Universités d'été de Bayonne et de Bordeaux du 13 septembre 2021

-Auditions d'acteurs des secteurs agricole et alimentaire

-Étude des initiatives agricoles et alimentaires innovantes (plusieurs pays, notamment en Europe et en Amérique latine)

-Réflexion sur l'édiction d'une loi d'ajustement des ressources naturelles et des besoins socio-économiques

-Rédaction d'une étude de droit constitutionnel comparé sur le droit à l'alimentation

projet 3 : 2020-2023 : Organiser la période de transition présidentielle française

Coordination du projet : Fondation Jean Jaurès

Responsabilités personnelles :

-Réalisation d'auditions de personnalités ayant joué les premiers rôles dans les transitions présidentielles françaises

-Rédaction du chapitre dédié aux expériences étrangères de transition (Argentine, Brésil, Équateur, États-Unis, Mexique)

projet 2 : 2018-2020 : Projet de droit constitutionnel comparé encadré par le Conseil constitutionnel pour les dix ans de l'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité : « Q.P.C. 2020 » : comparaison entre les systèmes espagnol, français et italien de l'utilisation des questions de constitutionnalité par les personnes en situation de vulnérabilité.

Intitulé du projet : « Q.P.C., outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? Étude comparée des systèmes de recours par voie préjudicielle devant le Conseil constitutionnel français, la Cour constitutionnelle italienne et le Tribunal constitutionnel espagnol », dirigé par Mme Caterina Severino (Univ. de Toulon) et M. Hubert Alcaraz (UPPA)

Responsabilités personnelles :

-Étude transversale des Q.P.C. relatives aux différentes catégories de personnes vulnérables

-Déplacement à la Cour de cassation pour sélectionner les décisions pertinentes en juin 2019

Principales échéances prévues :

-Séminaire organisé à Toulon le 22 novembre 2018 : bilan intermédiaire

-Colloque interne au projet organisé à Toulon en novembre 2019 ([lien](#))

-Publication d'un ouvrage collectif en 2021 ([lien](#))

projet 1 : 2012-2015 : Projet de recherche pluridisciplinaire porté par le C.R.S.H. (Conseil de recherche en sciences humaines du Canada) et l'A.U.F. (Agence universitaire de la Francophonie) sur l' « État et les cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité », géré par M. Ghislain Otis, et M^{mes} Olfa Labassi, Charlotte Chicoine-Wilson, Alexandra Martel. ([site du projet](#))

Thème traité par l'équipe bordelaise : « Gestion de la pluralité juridique et pacification des rapports sociaux en Afrique », sous la direction de M. Fabrice Hourquebie.

Responsabilités personnelles :

-Rédaction de questionnaires destinés aux membres du Collège des sages et à la société civile

-Co-rédaction d'un rapport intermédiaire en 2013

-Co-rédaction d'un article intitulé : « Le Collège des sages au Burkina Faso »

Principales échéances ayant eu lieu:

-Colloque organisé sur le Pluralisme juridique et les droits fondamentaux, Bordeaux, 2014

-Parution d'un ouvrage collectif, mars 2014 : NICOLAU (G.) et HOURQUEBIE (F.) (dir.), *Cultures juridiques en quête de dialogue*, Paris, Karthala, Cahiers d'anthropologie du droit, 2014, 312 p. ([lien](#))

COMITE DE LECTURE

Membre du comité de lecture de la [Revue Crise et société](#) depuis 2021.

EXPLOITATION DE SITE INTERNET

Gestion et actualisation régulière du site internet du CELT (Centre d'études Lascaux sur les Transitions) : ([lien](#))

ACCUEIL SCIENTIFIQUE AU SEIN DE STRUCTURES ETRANGERES

2) Séjour de recherche d'1 mois effectué à l'Institut Suisse de Droit Comparé (I.S.D.C.) et au Centre de Recherche sur l'Action Politique de l'Université de Lausanne (C.R.A.P.U.L.) (2019)

1) Séjour de 3 mois au Tribunal constitutionnel espagnol (2012). *Bourse Henri Sabourin du Rotary International*

ACTIVITES ASSOCIATIVES

5) Représentant suppléant des post-doctorants au conseil d'unité du CERCLE EA 7436 (2021-2023)

4) Membre de l'Institut art et droit : <https://artdroit.org> (2020-2023)

3) Membre de la Société Française de Droit de l'Environnement, depuis 2019: <https://www-sfde.u-strasbg.fr/> (2020-...)

2) Membre actif de l'asso. des doctorants et des docteurs en droit de l'Univ. de Bordeaux (ad hoc), (2012-2017)

1) Participation au jury du concours de plaidoiries Lysias : <https://droit.uca.fr/lysias> 2019

APPARTENANCE A DES CENTRES DE RECHERCHES

2024-... :	Membre du THEMIS UM (Le Mans Université)
	Membre associé au CERCLE EA 7436 (Université de Bordeaux)
2021-2023 :	Membre du CDRE EA 3004 (Université de Pau et des Pays de l'Adour)
	Membre associé au CERCLE EA 7436 (Université de Bordeaux)
2020-2021 :	Membre du CMH EA 3242 (Université Clermont Auvergne)
	Membre associé au CERCLE EA 7436 (Université de Bordeaux)
2017-2019 :	Membre de l'IDPSP UR1-RS 438 (Université de Rennes 1)
	Membre associé au CERCLE EA 7436 (Université de Bordeaux)
2010-2017 :	Membre du CERCLE EA 7436 (Université de Bordeaux)